

---

RAPHAEL J. SONENSHEIN

# AFFRONTEMENT DES PARTIS ET CRISE DE GOUVERNANCE EN CALIFORNIE

29

La Californie est aussi grande qu'un pays, plus diverse que tout autre État de l'Union et représente une énigme permanente pour tous ceux qui tentent de la décrire. Faites le tour de cet immense État de 38 millions d'habitants, qui s'étend de la frontière de l'Oregon au nord à celle du Mexique au sud, et vous rencontrerez des progressistes amateurs de cappuccino à San Francisco, des fermiers conservateurs dans les comtés du nord-est, des ouvriers latinos membres du parti démocrate à Los Angeles, et des conservateurs anti-impôts à San Diego. On peut diviser l'État sur une ligne nord-sud et est-ouest et les différences sont stupéfiantes.

Dans un État aussi divers et dynamique, la vie politique et les partis doivent offrir un leadership efficace. Au cours des dernières années, aucun des deux principaux partis, le parti démocrate et le parti républicain, n'a été capable de prendre le contrôle du gouvernail de l'État.

Les problèmes du gouvernement des partis en Californie ont contribué à la situation catastrophique dans laquelle l'État se trouve aujourd'hui et à la difficulté de trouver le moyen de l'en extirper. L'énorme déficit budgétaire, les réductions drastiques des services publics – en particulier dans le système universitaire public qui fait la renommée de l'État – en ont amené plus d'un à se demander si le rêve californien n'était pas à bout de souffle.

Dans son étude de la politique des partis aux États-Unis, Frank Sorauf décrit trois niveaux d'action des partis politiques : le parti des élus, l'appareil du parti et le parti des électeurs<sup>1</sup>. En Californie, l'appareil est

---

1. Frank Sorauf, *Party Politics in America*, Boston et Toronto, Little Brown, 1980.

de loin le plus faible niveau des trois, et la dynamique politique réelle opère entre les élus et les électeurs, les groupes d'intérêt jouant un rôle très actif.

L'histoire de la faiblesse de l'organisation des partis en Californie remonte au mouvement progressiste qui, il y a un siècle, a tenté d'affaiblir l'emprise des compagnies de chemin de fer et des autres intérêts privés sur le gouvernement de l'État. Les réformes proposées comprenaient l'interdiction de l'affiliation partisane dans les élections locales, un système de démocratie directe (révocation des élus, référendum et initiative populaire) et des primaires directes. Même s'il existe une organisation locale du parti démocrate et du parti républicain, il est difficile de discerner quelle fonction majeure l'une et l'autre jouent dans la vie politique de l'État. Si on les compare en particulier aux élus des deux partis, ces organisations locales ont bien peu de poids.

Chaque parti ne vaut que par la qualité de ses candidats et de ses élus. Mais, pour se faire élire, les candidats doivent d'abord remporter une élection primaire au sein de leur propre parti, élection ouverte seulement aux électeurs déclarés de ce parti. Ainsi, le parti des électeurs exerce une grande influence sur les choix des élus les plus importants du gouvernement.

C'est dans ce cadre contraignant que les partis rivalisent pour gouverner la Californie.

En novembre 2008, Barack Obama a obtenu les suffrages des 55 grands électeurs de Californie avec une marge de plus de 3 200 000 voix par rapport au candidat républicain John McCain. Lors du même scrutin, une initiative visant à interdire le mariage gay (Proposition 8) l'a emporté avec plus de 600 000 voix de majorité. Quelle est la vraie Californie ? Le bastion démocrate qui a apporté son soutien à tous les candidats de ce bord à la présidence depuis 1992, de même qu'aux deux sénateurs de l'État à Washington ? Ou bien celle qui manifeste son soutien au conservatisme moral dans une année où les démocrates ont remporté de nombreuses victoires ? Il n'est pas facile de répondre à ces questions.

L'origine de la majorité démocrate au sein de l'électorat remonte à la grande dépression. Jusqu'en 1934, les électeurs républicains étaient beaucoup plus nombreux que les électeurs démocrates en Californie. Mais, lors des premières élections de mi-mandat de l'époque du New Deal, les démocrates ont pris la première place et l'ont conservée jusqu'à ce jour (voir tableau 1).

## 1. Identification politique déclarée des électeurs en Californie

Année	Démocrates	Républicains	Autres
1924	397 962	1 183 672	240 723
1932	1 161 482	1 565 264	162 267
1934	1 555 705	1 430 198	154 211
1960	4 295 330	2 926 408	242 888
1980	6 043 262	3 942 768	1 375 593
2000	7 134 601	5 485 492	3 087 214
2006	6 727 908	5 436 314	3 672 886
2008	7 683 495	5 428 052	4 192 544

SOURCE: *Historical Voter Registration and Participation in Statewide General Elections 1910-2009*, California Secretary of State.

31

Les données indiquent également une hausse impressionnante des « Autres », qui soit se déclarent électeurs de petits partis, soit, le plus souvent, refusent d'exprimer leur préférence.

Malgré leur avantage en nombre d'électeurs déclarés, les démocrates affichent un bilan mitigé dans l'élection présidentielle et au poste de gouverneur. Entre la mort de Franklin Roosevelt en 1945 et l'élection de Barack Obama en 2008, les candidats républicains ont remporté le scrutin en Californie neuf fois et les démocrates seulement sept. Entre 1943 et 2009, sept gouverneurs républicains furent élus contre seulement trois démocrates<sup>2</sup>. Mais, depuis 1992, les démocrates ont clairement le vent en poupe : ils ont gagné cinq fois de suite et l'ont emporté avec une très large majorité en 2008.

L'année 2008 a représenté un coup d'accélérateur très net pour les démocrates. En 2006, les électeurs démocrates déclarés étaient 6 727 908. Deux ans plus tard, avec Obama comme candidat, ils étaient 7 683 495, soit une augmentation de près d'un million. De leur côté, les républicains ont enregistré un léger déclin de 5 436 314 à 5 428 052. Ainsi le phénomène Obama promet de renforcer de façon significative la domination des démocrates au sein de l'électorat. Cependant, même avec le stimulant Obama, la progression d'ensemble des démocrates a décliné depuis 1978<sup>3</sup>.

2. Morris P. Fiorina et Samuel J. Adams, « Is California a Blue State ? », in Frédéric Douzet, Thad Kousser, Kenneth Miller (dir.), *The New Political Geography of California*, Berkeley (CA), Berkeley Public Policy Press, Institute for Governmental Studies, 200, p. 291-308.

3. Field Organization, *The Changing California Electorate*, août 2009.

À l'heure actuelle, les démocrates sont le parti majoritaire en Californie, un statut qu'ils vont probablement conserver quelque temps. Les deux sénatrices sont démocrates (Dianne Feinstein et Barbara Boxer), élues toutes les deux en 1992. Parmi les sept responsables élus par tout l'État, seuls le gouverneur, Arnold Schwarzenegger, et le commissaire aux Assurances, Steve Poizner, sont républicains. La législature de l'État est dominée par les démocrates. Le caucus démocrate regroupe 51 des 80 membres de l'Assemblée de l'État. Parmi les 40 membres du Sénat, les démocrates ont une majorité de 25 à 15. Le caucus démocrate a élu les présidents de l'Assemblée (Karen Bass) et du Sénat (Darrell Steinberg). Les démocrates n'ont cependant pas la majorité des deux tiers, nécessaire pour faire voter des mesures concernant les impôts ou pour passer outre le veto du gouverneur. Afin de légiférer effectivement sur les questions non budgétaires, ils ont besoin d'un gouverneur démocrate ou d'un gouverneur républicain qui accepte de travailler avec eux.

Avant l'élection d'Arnold Schwarzenegger, à l'occasion de la révocation du précédent gouverneur en 2003, les démocrates disposaient de larges majorités au sein de la législature et de l'équipe du gouverneur. Mais lors de la campagne de révocation, l'incapacité des démocrates à s'unir derrière Gray Davis, leur gouverneur en difficulté, fut illustrée par l'entrée en campagne du vice-gouverneur démocrate Cruz Bustamente pour remplacer Davis. Selon les règles complexes qui régissent les procédures de révocation, les électeurs devaient d'abord décider si le gouverneur devait être destitué. Ensuite, ils devaient choisir dans une liste de candidats celui qui le remplacerait. La stratégie des démocrates était de tout faire pour empêcher la révocation. L'arrivée de Bustamente dans la liste des remplaçants potentiels ne fit que brouiller le message, et le parti ne trouva pas les moyens de l'empêcher de le faire.

Un des facteurs expliquant les progrès des démocrates est l'évolution de l'électorat latino. En 1994, la Proposition 187 fut votée par une majorité de l'électorat. Cette mesure proposait de refuser aux immigrants sans papiers l'accès à de nombreux services publics. Après son adoption – et sa remise en cause par les tribunaux –, on a assisté à une forte poussée de l'inscription des Latinos sur les listes électorales. Au cours des années 1990, plus d'un million de nouveaux électeurs latinos se sont inscrits<sup>4</sup>. Ceux-ci sont plus jeunes, appartiennent à la classe ouvrière, sont plus proches du parti démocrate que l'électorat latino existant et renforcent le vote en faveur de ce parti. Profitant de cette nouvelle vague d'électeurs,

---

4. Field Organization, *The Expanding Latino Electorate*, Release n° 1960, 1<sup>er</sup> mai 2000.

les démocrates ont enregistré des gains importants au niveau de l'État en 1998, derrière le nouveau gouverneur Gray Davis.

Mais le vote de la Proposition 187 et, plus tard, la révocation de Gray Davis ont été quelque peu dégraisants. Un grand nombre de démocrates ont voté pour ces deux mesures – sinon elles n'auraient pas pu être adoptées. Les chiffres plaçaient peut-être les démocrates en tête, mais il existait de grandes différences au sein de leur électorat sur des questions idéologiques et politiques clés. En outre, malgré la croissance des communautés de couleur, le pourcentage d'électeurs inscrits au sein de celles-ci demeure inférieur au pourcentage de la population totale, selon une étude récente de la Field Organization (tableau 2).

## 2. Population et électorat en Californie, 2009

33

	Population %	Inscrits %
Blancs	42,8	65,0
Latinos	37,0	21,0
Afro-Américains	6,0	5,8
Asiatiques	14,2	8,2

SOURCE: Field Organization, 2009.

Néanmoins, la croissance de l'électorat latino, d'une part, et les sentiments anti-immigrés qui dominent la base électorale du parti républicain, d'autre part, ont renforcé les chances des démocrates et limité le pouvoir d'attraction du parti républicain. Divisés entre le monde des affaires qui est en faveur d'une réforme de l'immigration et leur base militante, les républicains doivent lutter pour élargir leur électorat. Au niveau national, le fait qu'ils soient peu attractifs aux yeux de l'électorat latino a coûté aux républicains au moins quatre États lors de l'élection présidentielle de 2008 (la Floride, le Colorado, le Nouveau Mexique, le Nevada).

La croissance de la population latino a souvent été vue comme la principale explication de la réussite des démocrates dans les élections en Californie, comme de l'incapacité des républicains à gagner des voix au-delà de leur base d'électeurs blancs. Mais Fiorina et Adams expliquent que ce n'est là qu'une partie de l'explication<sup>5</sup>. Selon eux, l'incapacité

5. « Is California a Blue State ? », *op. cit.*

des républicains à choisir des candidats modérés a condamné leur parti à l'échec. Barbara Boxer a eu la chance de faire campagne contre des candidats républicains sans grand pouvoir d'attraction et, d'un autre côté, les démocrates continuent à présenter Dianne Feinstein, candidate modérée. En d'autres termes, ce n'est pas simplement le facteur ethnique qui marginalise les républicains, mais aussi le facteur idéologique.

#### LES LIMITES DE LA POLITIQUE DES PARTIS EN CALIFORNIE

34 Les deux partis sont confrontés à de sérieux problèmes lorsqu'ils gouvernent la Californie. Leurs problèmes ne sont pas exactement similaires, mais les limites de chacun s'influencent réciproquement. En bref, les républicains ont une vision idéologique trop étroite et une base démographique trop limitée pour devenir un parti majoritaire capable d'offrir un leadership sérieux au gouvernement de l'État. Et les démocrates sont incapables de surmonter les obstacles structurels à l'exercice de la règle de la majorité. Ce qui mène à une impasse.

La réussite des démocrates dans la politique californienne a été limitée par plusieurs facteurs. Les démocrates ont eu moins de succès dans leurs campagnes pour élire le gouverneur que pour élire des candidats à d'autres postes. (Ceci n'est pas inhabituel dans les grands États; New York et le New Jersey élisent souvent des gouverneurs républicains.) Ronald Reagan, Pete Wilson, George Deukmejian ont chacun servi deux mandats et Arnold Schwarzenegger est en train d'achever son second mandat. Les démocrates ont pu s'appuyer sur un plus petit nombre de gouverneurs pour légiférer comme ils le souhaitent (Jerry Brown et Gray Davis, ce dernier pour un mandat seulement).

Les règles de fonctionnement du gouvernement californien n'ont pas facilité la tâche des démocrates. La contrainte la plus importante est la majorité des deux tiers requise pour augmenter les impôts. Il y a longtemps qu'une majorité des deux tiers est nécessaire pour adopter le budget de l'État. En 1978, le vote historique de la Proposition 13 a fortement limité les revenus du gouvernement local provenant de la taxe foncière et instauré la majorité des deux tiers pour augmenter les impôts. Cette mesure donne de fait au parti minoritaire au sein de l'Assemblée un droit de veto sur les mesures concernant les revenus. Une conséquence supplémentaire de la règle des deux tiers est que si le parti minoritaire reste uni et bloque les hausses d'impôts, il n'a pas besoin d'un gouverneur républicain pour imposer son veto aux lois de

la majorité. Cela signifie que les républicains sont moins incités à choisir des candidats gouverneurs modérés.

Au cours des dernières années, un violent sentiment anti-impôts s'est emparé du parti républicain, en Californie comme dans le reste du pays. Tenter de gagner le soutien d'une poignée de voix républicaines au sein de l'Assemblée pour faire adopter une hausse d'impôts exige des efforts politiques considérables. Lorsque Ronald Reagan fut élu en 1966, il réussit à faire adopter la plus importante hausse d'impôts de toute l'histoire de la Californie, sans conséquence négative significative. Quand le gouverneur républicain Pete Wilson négocia un accord pour augmenter les impôts après son élection en 1990, il se fit violemment attaquer par les républicains. En 2008, Schwarzenegger parvint à mettre en place un accord sur le budget incluant quelques hausses d'impôt temporaires, mais cela provoqua le resserrement des rangs du camp républicain contre toute nouvelle augmentation.

35

L'ère Schwarzenegger illustre tout le potentiel et toutes les limites du parti républicain en Californie. Le plus célèbre héros de films d'action du monde a pensé pour la première fois à se présenter aux élections au poste de gouverneur en 2002, alors que Davis était en grandes difficultés à cause de la crise énergétique et de ses mauvaises relations avec les démocrates de l'Assemblée de l'État. Schwarzenegger ne se présenta pas alors par respect pour son ami, le maire de Los Angeles Richard Riordan, un autre républicain modéré. Riordan perdit les primaires parce que les électeurs républicains, alertés par une habile intervention de Davis dans un spot de campagne, furent dérangés par les positions apparemment incohérentes de Riordan sur l'avortement. À sa place, les républicains choisirent William Simon, un conservateur incompetent que le très impopulaire Davis battit à plate couture.

Lorsqu'une campagne référendaire réussit à soumettre une demande de révocation de Davis au vote en 2003, Schwarzenegger se jeta dans la course pour le remplacer. Évitant ainsi une primaire républicaine, il ne fut pas contraint de faire des compromis sur ses positions modérées pour attirer les votes conservateurs. Après la révocation de Davis, Schwarzenegger remporta le vote pour le remplacer, attirant de nombreux électeurs démocrates à cette occasion. En tant que gouverneur, il n'a jamais manqué d'afficher ses bons rapports avec les démocrates : il est marié à un membre de la famille Kennedy, soutient le droit à l'avortement, les droits des homosexuels et prône des mesures de protection de l'environnement. En tant que républicain modéré, Schwarzenegger pouvait ainsi rivaliser très efficacement avec les démocrates dans toute élection au niveau de l'État.

Malgré sa grande popularité au début de son mandat, Schwarzenegger n'a jamais réussi à prendre le contrôle du budget de l'État, et la situation n'a cessé de se détériorer au cours de son mandat. Sa promesse insensée de supprimer l'« impôt sur l'auto <sup>6</sup> » (taxe pour l'immatriculation des voitures) a marqué le début du mouvement inexorable qui a mené l'État à l'insolvabilité. S'entendant assez mal avec les législateurs républicains qu'il fréquente très peu, Schwarzenegger a utilisé tous les trucs du processus budgétaire – y compris le recours à des emprunts massifs – qu'il avait dénoncés durant sa campagne. Son attitude envers les démocrates a oscillé entre collaboration, diabolisation – lors d'une initiative populaire malheureuse de 2005 – et retour à la collaboration.

36

Schwarzenegger reste idéologiquement modéré sur des questions comme le réchauffement planétaire. Il s'est allié étroitement avec l'administration Obama, affichant son soutien aux mesures d'aide à la relance économique dénoncées par la plupart des républicains et, en général, se présente comme un gouverneur républicain entretenant de bonnes relations avec Obama. Dans un État majoritairement démocrate, Schwarzenegger a réussi à ce que son impopularité ne se transforme pas en haine ouverte.

À la fin de l'ère Schwarzenegger, l'État est en dépression et la politique partisane ne semble guère à même de trouver une issue à la situation. Les républicains s'enferment dans leur opposition à toute mesure d'augmentation des impôts pour faire face à la crise budgétaire. La majorité démocrate en est réduite à lutter pour sauver les services sociaux et le système éducatif, et n'a pas grand-chose d'autre à offrir à sa base électorale.

L'idée de modifier la règle des deux tiers par référendum a souvent été discutée, mais les sondages ne montrent pas de majorité en faveur d'une telle mesure. Il est assez frappant de constater qu'un grand nombre d'électeurs démocrates soutiennent aussi la règle des deux tiers, soulignant combien le sentiment anti-impôts a pris racine en Californie.

Si l'on considère le plus long terme, le changement de la composition de l'électorat californien fait peut-être entrevoir un plus grand soutien pour les hausses des dépenses publiques, en particulier pour l'éducation. Les sondages montrent que les électeurs latinos sont plus favorables à l'intervention du gouvernement et plus disposés à soutenir des majorations d'impôts afin de financer les services publics <sup>7</sup>. Après tout, ce

6. *Car tax.*

7. Mark Baldassare, *California in the New Millennium: The Changing Social and Political Landscape*, Berkeley (Cal.), University of California Press et The Public Policy Institute of California, 2000.



sont leurs enfants qui ont besoin de l'école publique pour progresser sur l'échelle sociale.

Nombreux sont les démocrates qui rêvent de revenir à la grande époque des investissements publics sous le premier gouverneur Brown<sup>8</sup>. Durant cet âge d'or, la Californie investissait dans l'éducation, les infrastructures, les transports. Cependant, ce moment historique a pris fin dans les flammes des émeutes de Watts en 1965, alors que les conflits raciaux éclipsaient le consensus autour de l'investissement public. Aujourd'hui les électeurs blancs plus âgés semblent moins enclins à partager les revenus provenant de leurs impôts avec les communautés de couleur en pleine ascension sociale. La formation d'une coalition politique entre les électeurs âgés, dont la retraite dépendra sans doute des salaires des enfants des immigrants, est une perspective importante pour le futur<sup>9</sup>, mais à court terme cette approche est confrontée à des obstacles importants.

37

Les démocrates voient leur action restreinte également par d'autres mesures référendaires de 1990, qui ont imposé des limites au nombre de mandats des élus et ont réduit de façon radicale le personnel de l'Assemblée de l'État. Les démocrates sont le parti du gouvernement et la limitation des mandats a produit un effet tourniquet à la fois pour les sièges à l'Assemblée et, de façon plus importante, au niveau de la direction du parti. Le personnel législatif recruté par le dirigeant démocrate Jesse Unruh, grâce à sa loi de 1966 qui créait une Assemblée à plein temps, faisait l'envie des autres États. Désormais, le personnel de l'Assemblée a été tellement réduit que le gouverneur, qui est souvent républicain, a un certain avantage.

### *Une réforme est-elle possible ?*

La crise budgétaire de l'État suscite de nombreux débats à propos d'une possible réforme constitutionnelle. Les partis ne jouent pas un rôle central dans ces débats car, en Californie, ceux qui considèrent les partis comme le problème sont aussi nombreux que ceux qui les considèrent comme la solution. Beaucoup s'accordent à penser que les partis de gouvernement – c'est-à-dire les législateurs de l'État – sont trop polarisés idéologiquement. Des réformes du découpage électoral ont été suggérées dans le but de créer des circonscriptions plus concurrentielles afin d'encourager la sélection de candidats plus modérés. Une autre proposition

8. Edmund G. Brown Sr. (1958-1966).

9. Dowell Myers, *Immigrants and Boomers: Forging a New Social Contract for the Future of America*, New York, Russell Sage Foundation, 2007.

est de revenir à une Assemblée à temps partiel, ce qui nuirait fortement aux perspectives d'un leadership démocrate et renforcerait encore plus le pouvoir du gouverneur.

En juin 2010, les électeurs californiens vont devoir se prononcer sur une mesure visant à remplacer les primaires partisanes par une primaire ouverte non partisane. Actuellement, les électeurs déclarés des partis sélectionnent les candidats de leurs partis au cours de primaires et ceux-ci s'affrontent ensuite au cours des élections générales. La mesure, qui sera soumise au vote en juin prochain, a été négociée lors de la dernière crise budgétaire par Abel Maldonado, un sénateur républicain modéré qui a des ambitions au niveau du gouvernement de l'État et dont le vote fut décisif lors de l'accord final sur le budget. Si cette mesure est adoptée, tous les candidats se présenteront dans une primaire et tous les électeurs enregistrés pourront voter. Si aucun candidat n'obtient une majorité, les deux candidats arrivant en premier, quel que soit leur parti, se présenteront pour un second tour.

Les élections locales qui, selon les lois de Californie, sont non partisanes illustrent comment ce processus pourrait fonctionner. À Los Angeles, en 2001 et 2005, les deux candidats arrivés en tête lors des primaires pour l'élection du maire étaient tous deux démocrates, Antonio Villaraigosa et James K. Hahn. Le second tour a donné lieu à une concurrence acharnée entre ces deux candidats démocrates<sup>10</sup>.

Les partis politiques de Californie sont fermement opposés à cette mesure qui affaiblirait encore plus leur influence. Cependant, elle aurait un impact plus important encore sur l'électorat des partis dont la capacité à imposer les candidats se verrait réduite. On peut affirmer que les principaux perdants seraient la base conservatrice du parti républicain dont l'influence dépend de l'existence d'une primaire de parti fermée.

### *Les partis politiques californiens et l'élection du gouverneur en 2010*

Alors que le mandat du gouverneur Schwarzenegger arrive à sa fin, et que ce gouverneur modéré est affaibli par une très grave crise budgétaire et des taux d'approbation extrêmement bas, les deux partis attendent 2010 avec impatience. Les problèmes de l'État sont si sévères qu'il y a peu de solutions évidentes.

À ce jour, les républicains ont présenté trois candidats pour le poste

---

10. Raphael J. Sonenshein et Susan Pinkus, « Latino Incorporation Reaches the Urban Summit: How Antonio Villaraigosa Won the 2005 Los Angeles Mayor's Race », *Political Science & Politics*, vol. 38, n°4, 2005, p. 713-721.

de gouverneur, tous relativement modérés idéologiquement. Il s'agit de Meg Whitman, ancienne PDG d'eBay, Steve Poizner, le commissaire aux Assurances, et Tom Campbell, un ancien membre de l'Assemblée de l'État. Whitman et Poizner sont, comme Schwarzenegger, des républicains fortunés et modérés, mais ils se situent à la droite du gouverneur sur les questions budgétaires. Campbell soutient une position plus modérée et, lorsqu'au cours de la dernière crise budgétaire le gouverneur négocia un certain nombre de hausses d'impôts temporaires, des trois candidats il fut le seul à accepter. Comme la primaire républicaine est réservée exclusivement aux électeurs républicains, se positionner comme le plus conservateur des trois candidats sera un avantage.

Les conservateurs sont à la recherche d'un candidat plus... conservateur, mais l'immense trésor de guerre accumulé par Whitman sera sans doute difficile à dépasser. On peut déjà mesurer les effets de cette purge conservatrice dans la campagne pour l'élection des deux sénateurs de l'État à Washington, où le conservateur Chuck DeVore, qui bénéficie de soutiens au niveau national, semble pouvoir contrarier la prétention du modéré Carly Fiorina à être choisi pour affronter la sénatrice démocrate sortante Barbara Boxer.

39

Du côté des démocrates, seul l'ancien gouverneur Jerry Brown, qui a plus de soixante-dix ans, semble être dans la course. Des rumeurs courent à propos d'une candidature de la sénatrice Feinstein, qui serait sans doute la plus à même de l'emporter. Malgré le très grand nombre d'élus démocrates dans l'État, le nombre limité de candidats est révélateur des difficultés que les démocrates ont à proposer un programme de gouvernance. Deux des trois derniers gouverneurs démocrates s'appelaient Brown, et les difficultés des démocrates à faire élire un gouverneur donnent une valeur supplémentaire à ce nom.

Mais les problèmes structurels, qui sont autant d'obstacles à un leadership des partis en Californie, éclipsent toutes les questions de choix des candidats. Si un républicain l'emporte, il ou elle aura sans doute promis durant les primaires de ne jamais augmenter les impôts (à moins que Campbell ne vienne bouleverser les résultats). Et pourtant, il sera difficile de résoudre la crise budgétaire uniquement avec des réductions de dépenses. Même si un gouverneur républicain décide d'augmenter les impôts, il lui faudra rallier les votes républicains dans l'Assemblée. Les chefs les plus récents des groupes républicains à l'Assemblée et au Sénat de l'État ont perdu leur poste après avoir collaboré avec le gouverneur Schwarzenegger sur des propositions de hausse temporaire d'impôts.

Si un démocrate l'emporte, toute proposition visant à résoudre les

problèmes budgétaires de l'État en accroissant les revenus devra faire face au même obstacle si le groupe républicain est uni. Les électeurs qui déplorent le déclin du système universitaire public, mais continuent à soutenir la règle des deux tiers pour les hausses d'impôts, vont devoir admettre la contradiction de leur position. En pratique, les démocrates des zones urbaines abandonnent le contrôle de leurs services publics aux législateurs républicains élus par des circonscriptions marginales.

40 Les difficultés de gouverner la Californie sont bien réelles. L'idée d'un rêve californien, offrant des perspectives encore plus radieuses que le rêve américain, est menacée. Les obstacles auxquels les partis politiques sont confrontés font partie du problème. Dans un État qui, historiquement, a toujours suspecté les partis politiques et limité leur marge de manœuvre, les possibilités de réforme sont assez limitées.

En fonction des règles en vigueur en Californie, il est difficile pour le parti majoritaire de devenir une majorité de gouvernement, et le parti minoritaire est en train de disparaître dans l'insignifiance idéologique. Il en résulte une impasse. Pour en sortir, il est nécessaire que les démocrates trouvent un moyen de remettre le système en marche ou que les républicains défendent leurs candidats modérés contre l'assaut conservateur.

Malgré tous ces problèmes politiques et administratifs, le futur de l'État n'est pas totalement désespéré. Certaines réformes pourraient débloquer la situation. D'autres réformes ont plus de chances d'être introduites dans l'avenir, en particulier quand l'évolution démographique de l'État commencera à redessiner l'environnement politique. L'électorat est dans une phase de transition et la résistance au changement est susceptible d'être plus forte quand le changement de pouvoir est plus marqué. À terme, cette dynamique peut évoluer et de nouvelles possibilités d'investissement peuvent apparaître.

Il est possible qu'une nouvelle génération de Californiens insiste sur un plus grand engagement de l'État en faveur d'un service public tel que l'éducation. Il est possible que la relance économique mette fin au désastre budgétaire actuel et offre une certaine marge de manœuvre pour une activité législative fructueuse. Il est possible que la perspective de réaliser des projets ambitieux soit la motivation qui pousse l'un ou l'autre des partis à s'emparer à nouveau du gouvernail de l'État.

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN  
PAR ISABELLE RICHET.

## R É S U M É

*La crise de gouvernance en Californie met en danger les perspectives radieuses liées au rêve américain. Une partie des problèmes vient des difficultés que rencontrent les deux grands partis dans leur gestion du pouvoir. Les démocrates dominent l'électorat et les différentes fonctions électives de l'État, mais ils sont confrontés à de nombreux obstacles qui les empêchent de former un parti de gouvernement efficace. Les républicains ont une base idéologique et démographique de plus en plus restreinte. Il existe en outre certaines contraintes structurelles, telles que les mesures approuvées par référendum réduisant les possibilités d'augmenter les impôts et imposant des limites de mandat. D'un autre côté, les évolutions démographiques ouvrent la possibilité d'une nouvelle base électorale favorable aux investissements publics, mais la participation électorale des nouveaux groupes de citoyens demeure limitée. Le futur de la vie politique en Californie dépend peut-être de la capacité des démocrates à trouver le moyen de transformer leur avantage électoral en pouvoir gouvernemental et de celle des républicains à mettre en avant leurs dirigeants modérés les plus populaires.*